

## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 014/2026

**OBJET : VOIRIE** - Réglementation temporaire du stationnement et de la circulation dans l'agglomération de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS

**Avenue Moreno (voie d'insertion de la D603 vers Meaux)**

**La MAIRE de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;  
**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28 et R 422.4 ;  
**VU** le code de la voirie routière et notamment l'article R 141-3 ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;  
**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié) ;  
**VU** la délibération prise par le Conseil Municipal en date du 17 juin 2025 afin d'instaurer une redevance d'occupation du domaine public dans le cadre de travaux ;

**Considérant** la demande présentée le **19 janvier 2026 par la société BYM**, il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles pour faciliter **les travaux de passage de câble de fibre optique dans plusieurs chambres Orange avenue Rolland Moreno** et assurer la sécurité des riverains ;

**Considérant** la configuration et l'état des lieux ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des intervenants, des usagers de la voie publique et la sécurité des riverains ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'organiser temporairement la circulation et le stationnement dans le secteur concerné ;

### **ARRÊTE**

#### ARTICLE 1 : OBJET

**Du 20 au 26 janvier 2026**, les mesures suivantes sont temporairement applicables dans le cadre **des travaux de passage de câble de fibre optique dans plusieurs chambres Orange avenue Rolland Moreno**.

#### ARTICLE 2 : MESURES DE STATIONNEMENT

**Le stationnement des véhicules est interdit au droit du chantier.**

#### ARTICLE 3 : MESURES DE CIRCULATION

**La circulation des véhicules est limitée à 30 km/h au droit du chantier.**

#### ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire sera assurée par l'entreprise **BYM**, 8 rue des Tombettes, 27000 Evreux.

#### ARTICLE 5 : SANCTIONS

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 6 : INFORMATION DU PUBLIC

Le responsable de l'entreprise est dans l'obligation de faire distribuer copie du présent arrêté dans les immeubles riverains deux jours avant le démarrage des travaux.

#### ARTICLE 7 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Seine et Marne est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes mesures propres à assurer la circulation et la sécurité publique.

#### ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté est adressée à

- M. le directeur Départemental de la Sécurité Publique (dipn77-meaux-slsp-boe@interieur.gouv.fr)
- Commissariat de Police de Meaux : (ddsp-csp-meaux-boe@interieur.gouv.fr)
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (ci-meaux@sdis77.fr)
- Madame la Responsable de l'Agence Routière Départementale de Meaux-Villenoy (ard-meaux-villenoy@departement77.fr)
- L'ASVP de la Commune (asvp@chauconin-neufmontiers.fr)
- **Monsieur Yves Bruce** (bye.be3@gmail.com) (etubre1@bym-be3.com)

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Chauconin-Neufmontiers, le 20 janvier 2026

La Maire,  
Marie Leal



*Notifié le*

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun (77000) 43 rue du Gal de Gaulle dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).